

## Soutien fédéral en réponse à la crise du coronavirus

### **Les Québécois-e-s ont besoin de l'argent du fédéral**

**Amqui, 24 mars 2020** – La Chambre des communes a repris ses travaux de manière exceptionnelle hier, alors qu'une minorité de parlementaires se sont rendus sur la colline parlementaire afin d'adopter le projet de loi qui soutiendra financièrement les entreprises et les travailleuses et travailleurs du Québec qui sont durement touchés par la crise de la Covid-19. Pour l'occasion, le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, a demandé à tous les partis fédéraux de faire abstraction des intérêts partisans et travailler pour le bien commun.

Lors d'une négociation intense et tardive, le Bloc Québécois a obtenu des changements profonds au projet de loi du ministre Bill Morneau. « Rien n'est parfait, mais le projet de loi négocié hier permet au gouvernement d'agir immédiatement. Les Québécois-e-s ne peuvent plus attendre. Il y a des gens qui ont besoin de l'assurance-emploi maintenant, des entreprises qui ont besoin de soutien maintenant », a ajouté Yves-François Blanchet.

Ainsi, le Bloc Québécois a obtenu les changements suivants :

- Les changements aux lois fiscales par règlement ne pourraient servir qu'à des baisses d'impôts, donc à augmenter le pouvoir d'achat des Québécois et des Canadiens;
- Le pouvoir du fédéral de dépenser pour soutenir les industries d'intérêt national et les provinces serait limité au 30 septembre 2020 (au lieu du 31 décembre 2021) ;
- Les pouvoirs d'exception à la ministre de la Santé sont limités au 30 septembre 2020 ;
- L'aide aux particuliers, aux travailleurs autonomes et l'adaptation temporaire de l'assurance-emploi vont de l'avant.

La députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia espère qu'ainsi modifié, le projet de loi sera rapidement adopté. « On parle de 82 milliards de dollars! Notre monde en a besoin rapidement, particulièrement à la suite des annonces du premier ministre Legault qui met littéralement le Québec sur pause en demandant la fermeture de toute entreprise jugée non essentielle. Les travailleuses et travailleurs, comme les entreprises devront être raisonnablement compensées, sinon ce sera la fin pour plusieurs petites entreprises de chez nous » a ajouté Kristina Michaud qui encourage ses concitoyen-ne-s à acheter local pour soutenir la communauté en ces moments économiquement difficiles.

Source :

Pénélope Garon

[penelope.garon.306@parl.gc.ca](mailto:penelope.garon.306@parl.gc.ca)

(418) 713-9159